

« Ce sera un voyage strictement religieux, d'abord pour une rencontre avec le patriarche Bartholomée : Pierre et André se rencontreront une nouvelle fois, et cela c'est très beau ! »

LE PAPE FRANÇOIS, SUR SON PROCHAIN VOYAGE EN TERRE SAINTES, AU PROCHE-ORIENT



Rik Torfs Recteur de la KU Leuven



La moitié des ministres et des membres de cabinets doivent être des femmes. Où allons-nous trouver ces 50 % d'hommes qualifiés?

✉ c'est vous qui le dites

**Protéger les enfants** La question des châtements corporels à l'égard des enfants vient de faire l'objet d'un débat parlementaire en France. Je considère que frapper un enfant ou tout être plus faible que soi est un acte lâche et non justifiable, même si je sais que certaines situations peuvent être extrêmement difficiles. Je ne suis pas sûr qu'il faille légiférer davantage sur cette question, mais le faire ne serait pas une atteinte à l'autorité des parents. Punir de cette façon n'est pas faire preuve d'autorité, c'est plutôt admettre son impuissance à exercer une véritable autorité. EDMOND ROSA PAR COURRIEL



D'autres opinions sur [www.lesoir.be/polemiques](http://www.lesoir.be/polemiques)

## l'entretien

# « Il y a autant d'usages du web qu'il y a de territoires »

Pour Frédéric Martel, il n'y a pas « un » Internet (global et avec un « I » majuscule) mais des réalités très différentes aux quatre coins du monde. Et souvent pour le plus grand bien des populations concernées.

Dans le monde intellectuel français, Frédéric Martel détonne un peu. Plutôt que de pérorer sur le vaste monde depuis Saint-Germain-des-Près, il part à la rencontre de ceux qui font son sujet, sur tous les continents. C'est la méthode – à l'américaine – qui a fait la force et le succès de son livre *Mainstream, cette Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde* (Flammarion, 2010). C'est également celle retenue pour *Smart, sous-titré Enquête sur les internets* (Stock).

**Vous écrivez « internets », avec un « i » minuscule et au pluriel. Pourquoi ?**

Internet n'a jamais été véritablement global. Je réfute l'idée d'une conversation globale dans laquelle les identités disparaissent, dans laquelle les langues s'atténuent, dans laquelle les frontières s'effacent – ce que disent les géants du net mais aussi les opposants au net à la Finkielkraut. Il y a autant d'usages du web qu'il y a de territoires. Quant au « i » majuscule, il ne se justifie plus tant internet est devenu central dans la vie des gens, comme le frigo ou le téléphone.

**Les Américains ont pourtant tendance à privilégier cet internet global...**

Il y a effectivement une lecture d'internet, du côté de la Silicon Valley, qui est de considérer qu'ils sont tellement « smart » (malin) qu'ils ont inventé quelque chose de global, sans frontière. Qu'on est face à une évolution décisive, la même pour tout le monde. Et il est



vrai que pour une part – pas partout : pas en Chine par exemple – les outils sont les mêmes pour tout le monde. Sauf que la réalité n'est pas celle-là en ce qui concerne les contenus, en ce qui concerne les usages, et parfois même les sites. Si Facebook a réussi partout, c'est parce qu'il est partout localisé, dans des langues locales. Non seulement l'internet n'est pas le même en Europe ou aux États-Unis, mais même au sein des États-Unis, quand vous êtes à dans le Southside à Chicago ou à Watts, Los Angeles, ce n'est pas le même internet qu'à la Silicon Valley, qui n'est pourtant distante que d'une centaine de kilomètres.

**Nous avons accès à des contenus différents du monde entier, mais le monde entier n'a pas**

**accès à internet...**

On a aujourd'hui, on 2,7 milliards de gens qui sont connectés. On pense qu'on en aura 5 milliards en 2020 et que l'intégralité de la population globale pourrait être connectée jusqu'à un certain point pour 2025. Donc l'idée qu'un continent reste à l'écart ne me semble pas vraie. Prenons l'Afrique. Aujourd'hui, la quasi-totalité des habitants possèdent un téléphone portable. Ce sont des téléphones souvent très « cheap » mais avec l'arrivée de modèles à 35\$, on peut penser sans exagérer que dans les cinq ans, tous ceux qui ont un téléphone de base passeront au smartphone. Et donc seront capables de se connecter. Ce qu'on a appelé longtemps la « fracture numérique » ne sera bientôt plus un sujet. Ce qui va devenir

un sujet, c'est la « digital literacy » : comment on utilise cet accès, comment on apprend le numérique aux gens – les questions de sécurité, de vie privée, etc.

**Internet, pourrait être la grande des pays en voie de développement ?**

La « grande chance » : je me méfie un petit peu. Une chance, une opportunité, c'est évident. Des études ont montré qu'aujourd'hui, quand quelqu'un obtient un téléphone portable de base, son pouvoir d'achat augmente. Sa capacité à changer de vie est décuplée. C'est la même chose avec internet. On a vu ça dans les favelas au Brésil ou dans les bidonvilles en Inde. Tout ce qui est « smart » est une clef de développement. Et la grande chance de ces+

pays, c'est de sauter l'étape de la télévision hertzienne, de l'ordinateur de bureau, du logiciel – grâce au cloud, etc. Des étapes qui paradoxalement nous freinent : on doit passer de l'analogique au digital, avec tous les problèmes de copyrights, de quel modèle économique pour financer la culture, la presse, etc. En Inde ou en Chine, la musique était vendue de manière illégale via les CD et les DVD à 98 %. Le digital ne va pas tuer une industrie qui de toute façon n'existait pas. Elle peut au contraire la faire naître avec d'autres usages. Quand vous êtes à Rio, à Mumbai ou à Shanghai, vous êtes impressionnés par le degré de créativité et d'innovation des start-up dans des écosystèmes pas aussi modernes que les nôtres.

**Et l'idée selon laquelle le numérique, c'est le divertissement, les conversations faciles, la pensée résumée en 140 signes ?...**

Ça peut l'être... Mais quand on est en Inde, on s'aperçoit que c'est un outil de revitalisation urbaine. Quand on est en Afrique, on s'aperçoit que c'est un outil d'éducation, de santé, un outil qui aide les agriculteurs. Les applications changent le monde. L'idée de mon livre est de montrer qu'internet c'est sérieux, et c'est de plus en plus central dans nos vies – et pas uniquement dans la vie des bobos parisiens. Alors après, que cela effraye tous ceux qui aimeraient protéger les hiérarchies culturelles établies, c'est évident. Mais la

## Frédéric Martel

Frédéric Martel est né en 1969. Docteur en sociologie, il est directeur de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques (à Paris), animateur à France Culture, chroniqueur à France Info et il dirige la rédaction du site [nonfiction.fr](http://nonfiction.fr). Il est l'auteur de neuf ouvrages. Citons « De la Culture en Amérique » (Gallimard, 2006) et « Mainstream. Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde » (Flammarion, 2010).

bonne manière de réagir, ce n'est pas de dire qu'internet ce n'est pas bien, c'est de réfléchir à ce qu'on va en faire. Ce qui est certain, c'est qu'on est dans une période de transition. On tente, on commet des erreurs, on revient parfois en arrière. Prenez la MPAA (Motion Picture Association of America), le lobby des studios américains, qui a passé dix ans à faire une guerre au piratage : il sait aujourd'hui qu'on ne lutte pas contre le piratage par la sanction mais par une offre légale bon marché de qualité. ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON



FRÉDÉRIC MARTEL  
**Smart. Enquête sur les internets**  
Stock,  
407 pages, 22 euros.

sée simultanément en prime time sur une chaîne francophone et une chaîne néerlandophone. Bien sûr, ils ont accentué leurs désaccords. Le débat démocratique vit de controverses, pas de la récitation des innombrables convictions communes qui en constituent l'arrière-fond.

Bien sûr aussi, ils étaient avant tout soucieux de dire ce qui était susceptible de plaire à leurs électeurs respectifs.

Mais ils n'ont ni l'un ni l'autre pu s'empêcher d'argumenter que ce qu'ils proposaient était aussi dans l'intérêt bien compris de l'autre communauté : l'autonomie accrue sera bonne pour les

trois régions, la solidarité et la relance profiteront à l'ensemble du pays.

C'est là le point crucial : accepter de participer à un tel débat, c'est être prêt à argumenter que ce qu'on propose est justifiable du point de vue de l'ensemble de ceux qui sont à l'écoute – et à qui on a des comptes à rendre si on veut gouverner le pays.

Réussir cela face à un très large public, et sans qu'une langue soit sacrifiée à l'autre, c'est l'amorce de la fin de la Belgique comme pure juxtaposition de deux démocraties. Du moins si le mouvement est appuyé par une modeste réforme de notre

système électoral.

Comme plusieurs observateurs l'ont noté, le débat De Wever-Magnette « a planté dans bien des esprits la semence de la circonscription électorale fédérale » (*De Morgen*, 17/5/14). Celle-ci vient de faire l'objet d'in-

**Même pour la N-VA, nous sommes encore partis pour des décennies de vie commune**

téressantes discussions au sein d'une commission parlementaire mixte, qui ont permis de lever bon nombre de malentendus ([www.paviagroup.be](http://www.paviagroup.be)). Bien conçue, elle aurait pour effet d'inciter les politiques qui

veulent nous gouverner à faire systématiquement ce que De Wever et Magnette ont commencé à faire : formuler et défendre devant tous une vision de l'avenir du pays qu'ils estiment acceptable par tous, pas seulement par leur communauté linguis-

tique. Que ceux qui pensent pouvoir s'en passer le prouvent par la rapidité avec laquelle ils formeront le prochain gouvernement.

Mais tout cela est-il bien nécessaire ? La Belgique n'est-elle

pas sur le point de se dissoudre ? En tout cas pas selon la N-VA. A la fin du débat, Bart De Wever s'est vu poser la question : « La Belgique existera-t-elle encore en 2030 ? ». Il n'a pas répondu « non », pas même « il se pourrait que non », mais bien : « Cela dépend de l'évolution de l'Europe. Dans une Europe plus forte, il se pourrait que non. »

Or, cette Europe plus forte, la N-VA n'y croit pas. Sa tête de liste pour les élections européennes, Johan Van Overtveldt, explique en effet par ailleurs que plus d'Europe n'est ni souhaitable ni possible, « parce que plus d'Europe n'apporte pas de

solution à tous les défis et parce que, à commencer par les grands États membres, cela ne jouit pas du moindre soutien politique » (*De Morgen*, 19/5/14).

La conclusion est claire : même pour la N-VA, nous sommes encore partis pour des décennies de vie commune. Autant donc continuer, dans la foulée de De Wever et Magnette, à améliorer notre démocratie belge.

C'est du reste aussi la meilleure manière d'aider à rendre possible un jour – hélas lointain – une démocratie européenne suffisamment forte pour rendre la Belgique obsolète. ■